

Source : <https://www.sortirdunucleaire.org/Debat-public-sur-le-nucleaire-le-Reseau-Sortir-du>

Réseau Sortir du nucléaire > Presse > Nos communiqués de presse > **Débat public sur le nucléaire : le Réseau "Sortir du nucléaire" et Greenpeace France claquent la porte**

24 janvier 2023

# Débat public sur le nucléaire : le Réseau "Sortir du nucléaire" et Greenpeace France claquent la porte

## Communiqué commun Greenpeace France/ Réseau "Sortir du nucléaire"

Paris, le 24 janvier 2023

**Face au passage en force d'un projet de loi d'accélération du nucléaire présenté par le gouvernement et actuellement voté au Sénat, Greenpeace France et le Réseau "Sortir du nucléaire" annoncent quitter le débat public sur l'éventuelle relance de la filière nucléaire française et le projet de construction de nouveaux réacteurs nucléaires. Les associations dénoncent une mascarade démocratique et un sabotage en règle du débat public par le gouvernement.**

En octobre 2022, la Commission Nationale du Débat Public (CNDP) a lancé une consultation en réaction au projet de relance du nucléaire porté par le gouvernement. Ce débat, initialement centré sur le projet d'installation de deux premiers réacteurs EPR2 sur le site de Penly (Normandie), a été élargi à la construction de six, et a fortiori de 14 nouveaux réacteurs nucléaires sur le territoire français. **Malgré les efforts et alertes des organisateurs du débat public, le gouvernement s'est employé à saper le travail de consultation pour mieux faire passer en force son programme nucléaire, en particulier à travers le projet de loi d'accélération du nucléaire.**

Sans attendre les conclusions de ce débat, qui se terminera le 27 février 2023, le Sénat a adopté le projet de loi, soumis par le gouvernement, pour accélérer les procédures liées à la construction de nouvelles installations nucléaires. Pire encore, le 17 janvier 2023, la Ministre de la Transition énergétique a donné un avis favorable à un amendement qui propose la suppression de l'objectif de réduction à 50 % de la part du nucléaire dans le mix électrique à horizon 2035. Un objectif pourtant voté par l'Assemblée nationale dans le cadre de la dernière Loi de Programmation Pluriannuelle de l'Énergie.

*"En soutenant une hausse de l'atome dans le mix électrique avant même la fin du débat pour satisfaire la droite et les lobbies du nucléaire, le gouvernement piétine le processus démocratique. L'urgence climatique nous impose de déployer des solutions rapidement et financièrement accessibles, à l'inverse de centrales nucléaires aux investissements financiers lourds, aux délais de constructions qui se chiffrent en dizaine d'années, et aux risques imprévisibles sur la gestion de ses déchets pour les générations futures."*, selon Pauline Boyer, chargée de campagne nucléaire à Greenpeace France.

Le Réseau "Sortir du nucléaire", annonce qu'il se mobilisera lors des prochaines séances du débat public. "Nous serons présent·es aux côtés d'autres organisations, mais à l'endroit où la démocratie semble devoir encore et toujours trouver sa place pour se faire entendre : dans la contestation, devant les salles du débat public, contre l'adoption du projet de loi d'accélération du nucléaire, contre le choix dangereux de ce gouvernement. Nous vous donnons rendez-vous lors des mobilisations à [Lyon](#) (le 2 février), [Tours](#) (le 16 février) et à [Rouen](#) (la semaine du 23 février)".

## **Contacts presse :**

### **Greenpeace France :**

Héloïse Pichon - 06 22 83 49 79

### **Réseau "Sortir du nucléaire" :**

Mathilde Damecour - Chargée de campagnes au Réseau "Sortir du nucléaire" : 06 69 21 87 23

Alain Guilloteau - Administrateur : 07 81 83 59 13